

## COLLOQUE « SUR L'HISTOIRE ET LA CULTURE DES JUIFS POLONAIS JUSQU'À LA FIN DU XIX<sup>e</sup> S. »

Les 18 et 19 mars 1983 s'est tenu à l'Institut d'Histoire de l'Académie Polonaise des Sciences à Varsovie un colloque scientifique des historiens polonais et ouest-allemands. La session avait été organisée par l'Institut Juif d'Histoire à Varsovie et l'Evangelische Akademie de Berlin-Ouest. Parmi les invités de la République fédérale d'Allemagne s'est trouvé le dr Fritz von Hammerstein, le Président de l'Evangelische Akademie à Berlin-Ouest.

La session avait pour thème l'histoire et la culture des Juifs polonais jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> s., l'essentiel des débats ayant porté sur les aspects économiques, culturels et juridiques. Le premier jour (le 18 mars) a été consacré à une problématique différenciée : ont été discutés les problèmes économiques, la situation juridique des communautés juives et l'attitude de la Réforme envers les Juifs. Ce jour-là ont été lus les rapports suivants : Maurycy Horn (Varsovie), « L'activité économique des Juifs polonais au Moyen Age dans le contexte du développement de la colonisation » ; Felix Escher (Berlin-Ouest), « Entstehung, Wachstum und Niedergang der jüdischen Siedlungen zwischen Polen und Preussen vom 17 bis 19 Jahrhundert, dargestellt am Beispiel der Gemeinden Złotów (Flatov) und Mirosławiec (Märklich Friedland) » ; Janusz Tazbir (Varsovie), « La Réforme en Pologne et les Juifs » ; Anatol Leszczyński (Varsovie), « L'influence des communautés (kahals) sur le développement de la vie économique et culturelle des Juifs dans l'ancienne République » ; Stefi Jerch-Wenzel (Berlin-Ouest), « Juden in städtischen Bürgertum in Oberschlesien in der ersten Hälfte des 19 Jahrhunderts ». Le second jour des débats (le 19 mars) a été consacré au XIX<sup>e</sup> s. Ont été discutés les problèmes de la culture, de l'émancipation de la population juive ainsi que les questions liées aux relations réciproques polono-germano-juives. Ce

jour-là ont été présentés les rapports suivants : Artur Eisenbach (Varsovie), « Le mouvement d'émancipation juif dans les territoires polonais aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> s. dans le contexte européen, compte particulièrement tenu de l'Allemagne » ; Zygmunt Hoffman (Varsovie), « La jeunesse juive dans les écoles de Poméranie, Silésie et Poznanie au XIX<sup>e</sup> s. » ; Wolfgang Wipperman (Berlin-Ouest), « Probleme und Aufgaben der Beziehungsgeschichte ».

Au cours des débats s'est déroulée une discussion vivante pendant laquelle a été relevée la nécessité de continuer les recherches sur l'histoire des Juifs polonais, et ont été apportés de nouveaux éléments factologiques et conceptuels. Les discutants ont particulièrement été intéressés par le problème de l'autonomie des Juifs dans l'ancienne République. On a démontré dans la discussion la nécessité de s'en tenir à la terminologie des sources dans la description des institutions liées avec l'autonomie de la population juive. A également été soulevé le problème de l'attitude des nobles, propriétaires des villes privées, envers les communautés juives. On a attiré l'attention sur l'influence de la culture politique polonaise sur le fonctionnement des structures autonomes juives. Dans la discussion sur l'utilité des approches de modélisation dans les recherches sur les mouvements d'émancipation, a été recommandée la prudence dans l'application des modèles explicatifs. Une grande discussion a été également soulevée par le problème de l'antisémitisme : il a été souligné dans la discussion qu'il ne peut être question de ce phénomène dans la période antérieure à l'émancipation juridique et culturelle des Juifs. En mettant au jour certains traits caractéristiques de la situation des Juifs en Pologne, la conférence a fait apparaître certaines différences régionales qui allaient s'approfondissant surtout à l'époque des partages.

*Edward Opaliński*

## LA NOBLESSE ET LA VILLE EN POLOGNE JUSQU'À LA FIN DU XVIII<sup>e</sup> S.

Le programme de la session de la Commission d'histoire des villes près le Comité des Sciences Historiques de l'Académie Polonaise des Sciences (Varsovie, le 5 juin 1984) comportait quatre rapports sur les relations entre la noblesse et la bourgeoisie en Pologne depuis le XV<sup>e</sup> jusqu'au tournant des XVIII<sup>e</sup> - XIX<sup>e</sup> s. Dans son rapport « La noblesse et les petites villes au déclin du Moyen Age (XV<sup>e</sup> s.) », Henryk Samsonowicz s'est avant tout concentré sur les formes de l'activité économique de la noblesse résidant dans des villes de moindre importance (de 500 à 5000 habitants). Cette noblesse tirait ses revenus des manufactures de drap, des entrepôts et des bains publics. Elle ne dédaignait pas non plus des transactions financières et participait également au commerce des biens

immobiliers tant à l'intérieur des villes que dans la banlieue. Les opérations commerciales portant sur des propriétés foncières ou des bâtiments étaient plus faciles à réaliser dans les banlieues dont la structure spatiale était moins serrée et moins rigoureusement réglementée que dans la ville proprement dite. H. Samsonowicz a polémiqué avec l'opinion bien enracinée dans l'historiographie suivant laquelle la banlieue aurait été avant tout la zone d'activité des gens de condition sociale inférieure, ayant des possibilités financières réduites. Or, d'après H. Samsonowicz, la noblesse constituait env. 10 % des propriétaires fonciers des banlieues des villes plus petites. En raison du statut juridique non définitivement déterminé des banlieues, l'achat par un bourgeois ou un paysan d'un lotissement dans la zone suburbaine donnait au premier la possibilité d'acquérir les titres de noblesse et au second d'accéder à la classe de la bourgeoisie. Enfin, la principale trame du rapport de H. Samsonowicz a été la fluidité des limites entre les états auxquels appartenait la communauté des villes. En effet, du fait de l'absence de barrières rigoureuses entre les différents états et de la possibilité de s'établir dans la ville, d'y mener une activité économique lucrative et d'exercer des fonctions publiques (p. ex. celle d'échevin), les villes polonaises pouvaient offrir des perspectives assez attrayantes d'une carrière aussi aux personnes « bien nées ».

Dans le rapport suivant, « La ville et les conceptions économiques et politiques de la noblesse aux XVI<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup> s. », Andrzej Wyrobisz a polémiqué avec l'opinion, selon lui simplifiée, des nombreux historiographes polonais qui reprochaient à la noblesse d'avoir mené une politique anti-urbaine. Ayant analysé les vues d'une quinzaine d'auteurs nobles d'ouvrages traitant de problèmes économiques, il constate chez ceux-là l'absence d'une doctrine économique et sociale globale. Ces auteurs ne manifestaient point d'hostilité à l'égard des bourgeois : tout au contraire, ils se rendaient compte du besoin de développer l'urbanisme qui intéressait la noblesse elle-même. Des villes aisées devaient être avant tout de bons débouchés pour les produits agricoles et constituer ainsi une source de revenus de la noblesse. Simultanément, elles étaient obligées d'approvisionner la campagne en articles industriels nécessaires. Certains auteurs (et tout particulièrement ceux du milieu du XVII<sup>e</sup> s. — époque caractérisée par la décadence évidente des villes) encourageaient même la noblesse à limiter la production artisanale rurale, concurrentielle pour les villes. D'autres argumentaient que de la prospérité des villes dépendait l'évolution économique de l'Etat entier. Toutefois, ils prétendaient que l'aisance de la bourgeoisie était conditionnée par le commerce et l'apport de minerais lié à ce dernier. Ainsi, écrivaient les experts en économie d'origine noble, pour développer le commerce, faire affluer à la République nobiliaire des marchandises et des fonds et obtenir une baisse des prix des articles importés, la Diète avait voté en 1565 une loi interdisant aux marchands polonais de partir à l'étranger avec leurs marchandises. On peut se demander quel rapport a existé entre les vues de certains théoriciens et

l'orientation de nombreux milieux nobles en matière d'économie. Aux Diètes et diétines les représentants de ceux-là appuyaient le plus souvent sur la nécessité d'établir un rapport avantageux entre les prix des produits agricoles et ceux des articles vendus dans la ville ; ils réclamaient l'établissement d'un contrôle particulièrement sévère des prix de ces derniers et soulignaient l'importance des questions fiscales. Les théoriciens soutenaient que seules les villes riches pouvaient décharger la noblesse des prestations en faveur de l'Etat. Les rentrées de fonds provenant des villes (y compris les impôts indirects) n'excédaient pas 30 % des revenus du trésor de la République et les députés nobles demandaient fréquemment eux-mêmes à la Diète des exonérations fiscales pour les villes de leurs voïvodies ou de terres.

Les fluctuations du rapport des forces entre la bourgeoisie et la noblesse à une échelle territoriale et chronologique réduite ont été présentées par le soussigné (« La noblesse et les villes en Prusse Royale au tournant des XVI<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup> s. Contradiction ou concordance des intérêts »). En Prusse Royale, la partie la plus urbanisée de la République, à côté des grands ports sur la Baltique (Gdańsk — env. 50 000 habitants, Elbląg — env. 15 000 habitants) et Toruń sur la Vistule (env. 12 000 habitants), il existait un groupe nombreux de villes plus petites (jusqu'à 5000 habitants). Dès le milieu du XV<sup>e</sup> s., la Prusse Royale a bénéficié d'une autonomie dans le cadre du Royaume de Pologne. Les diétines particulières comportaient aussi bien les représentants des grandes villes (dans la chambre supérieure près des sénateurs) que des villes plus petites (dans la chambre inférieure, près des députés de la noblesse). Malgré l'incorporation en 1569 des sénateurs et des députés de la Prusse Royale à la Diète de la République, pendant près d'une centaine d'années encore la diétine fut le forum principal sur lequel s'entremêlaient les intérêts tantôt contradictoires, tantôt communs de la noblesse et des villes non représentées à la Diète.

Parmi les questions controversées, celles concernant le commerce du blé et les débits de boisson avaient une importance particulière pour bon nombre de villes plus petites. En ce qui concerne ces derniers, en 1593 les villes obtinrent du roi l'entérinement du droit de production de la bière pour le marché rural ; simultanément, à l'encontre de la situation dans la Couronne, ce droit fut refusé aux starostes de la Prusse. Malgré cette mesure, pendant tout le XVII<sup>e</sup> s., ces derniers supplantèrent progressivement les fournisseurs bourgeois des auberges de villages. Toutefois, ce processus fut lent et certaines villes approvisionnèrent encore de nombreuses auberges au XVIII<sup>e</sup> s. La conséquence de cette dégradation de l'économie des villes plus petites était la diminution de leur importance dans le *Landtag*. Dans les années quatre-vingts du XVI<sup>e</sup> s., il arrivait que les députés de la noblesse refusaient de siéger ensemble avec les délégués des petites villes, et ce ne fut qu'en 1662 que la noblesse parvint à éliminer les délégués de celles-ci de la chambre inférieure de la diétine. Cependant,

les grandes villes avaient conservé leur position dans la chambre supérieure.

La lente variation dans le rapport des forces au détriment des villes ne signifiait point que celles-ci ne pouvaient plus défendre leurs intérêts dans la diétine ou collaborer avec la noblesse. C'est justement à la fin du XVI<sup>e</sup> et dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> s. que les représentants des villes défendirent en commun avec les nobles le droit du *Landtag* à décider des impôts payés par les habitants de la Prusse Royale. Tous les Etats prussiens considéraient les décisions en matière fiscale votées par la Diète comme non obligatoires. Aussi bien la noblesse que la bourgeoisie, qui s'entendaient rarement sur la forme d'imposition, déterminaient séparément le type d'impôt. Si dans les questions fiscales les controverses entre la noblesse et la bourgeoisie prédominaient, les deux états donnèrent une preuve de collaboration harmonieuse dans la lutte pour l'abolition des droits de douane (perçus avant tout sur le trafic marchand par la Vistule) en vigueur sous le règne d'Etienne Bathori et de Sigismond III Vasa. De même, dans les opinions de la bourgeoisie et de la noblesse au sujet du régime de la Prusse Royale, on distinguait des divergences et des similitudes. Par exemple, les villes n'avaient pas réussi à imposer leur prise de position concernant la codification du droit de Chelmino, si importante pour tout le pays. Après des années de tentatives visant à aboutir à un compromis, la noblesse vota son propre amendement à ce droit en prenant comme modèle le droit polonais (1599). Par contre, les deux états défendirent conjointement le droit exclusif des « indigènes » (personnes nées en Prusse Royale et y possédant des propriétés) accéder à des offices prussiens, droit garanti par des privilèges datant du XV<sup>e</sup> s. Le gros des efforts portait sur la limitation maximale de l'afflux des immigrants venus de la Couronne.

Pour conclure, l'auteur du rapport a constaté qu'en dépit des tendances de la noblesse à prévaloir contre la bourgeoisie, comme cela eut lieu dans la Couronne, la position de la bourgeoisie en Prusse au tournant des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> s. était plus avantageuse par rapport à la Couronne et se rapprochait de celle qui existait alors dans les provinces du Reich à l'est de l'Elbe.

Les problèmes ayant trait à la mobilité sociale de la noblesse et de la bourgeoisie des plus grandes villes de la République et, avant tout, de Varsovie et de Cracovie, ont été exposés par Teresa Zielińska (« Les occupations des nobles résidant dans les villes au XVIII<sup>e</sup> s. »). L'auteur a caractérisé plusieurs groupes professionnels formés aussi bien de représentants de la noblesse qui y occupaient des postes légalement réservés pour eux, que de bourgeois désireux d'accéder par voie de service au rang des « bien nés ». A ce point de vue, les milieux représentant le barreau et l'armée étaient bien typiques. La seconde trame des réflexions de T. Zielińska concerne les occupations et les sources d'entretien des nobles établis dans les villes. On y distingue le groupe des rentiers alimentant leur budget par des apports de fonds importants provenant de la location de

logements, situés tant dans des immeubles du centre de la ville que dans des palais et hôtels particuliers suburbains. Il arrivait qu'on ne construisait des maisons qu'en vue de les louer. T. Zielińska a également dressé toute une liste d'occupations auxquelles se livraient les nobles dans les villes : outre la brasserie et l'horticulture (serres), ils exerçaient les métiers de voiturier, de charpentier ou de gardien. L'exécution de tel ou tel travail n'élevait aucune contestation sur l'appartenance à l'état de la noblesse. Tout au contraire, il arrivait que les titres de noblesse du propriétaire d'une entreprise étaient exploités à des fins de publicité (p. ex. dans une taverne à côté d'une brasserie à Cracovie appartenant à un noble).

La session fut suivie d'une discussion. En se référant au rapport de A. Wyrobisz, H. Rutkowski a insisté sur la nécessité d'aborder avec précaution les opinions sur l'économie exprimées par des auteurs nobles. A son avis, ce n'étaient pas les réflexions sur le besoin de développer les villes, mais des mesures pratiques, économiques et législatives qui décidaient des effets de la politique de la noblesse à l'égard des villes aux XVI<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup> s. ; en effet, en dépit des intentions de ses initiateurs, cette politique portait atteinte aux intérêts de la bourgeoisie. A son tour, S. Gierszewski a attiré l'attention sur le fait que la position des villes de la Prusse Royale, plus avantageuse par rapport aux autres régions de la République, se maintint encore à ce niveau au XVIII<sup>e</sup> s. ; quant aux villes plus petites dont la représentation fut éliminée du *Landtag*, elles formèrent une association distincte destinée à défendre leurs intérêts. C'est avec le plus vif intérêt et même avec émotion que les discutants ont cerné des problèmes en quelque sorte en marge des sujets des rapports, tels que l'influence des assemblées de la noblesse (Diètes, diétines, tribunaux) sur l'expansion des villes où celles-ci se tenaient. Les uns mettaient plutôt en doute l'influence positive de ces événements en soulignant qu'au moins une partie des nobles s'assuraient eux-mêmes leur ravitaillement durant ces assemblées ; en plus, disaient-ils, les bourgeois devaient subir des pertes deus aux nombreux excès auxquels se livraient les nobles. D'autres, au contraire, indiquaient les effets positifs des assemblées : les progrès de l'urbanisme, les profits tirés de la location de logements, l'accroissement de la demande d'articles artisanaux. En fin de compte, on est convenu de la nécessité de continuer les recherches en cette matière. De même, on a décidé de développer les recherches sur le rôle des banlieues dans la vie de l'organisme urbain. Citons encore quelques discutants qui ont complété le tableau esquissé par des éléments nouveaux, jusqu'ici méconnus. J. Wyrozumski a traité du rôle éminent que les grands seigneurs ont joué dans les villes avant la location (XII<sup>e</sup> s.) dont témoignent de nombreuses fondations d'églises, tandis que D. Molenda a mis en lumière l'appropriation par la noblesse au XVII<sup>e</sup> s. de la majorité des mines dans les villes polonaises. Ce phénomène constitue une contribution importante aux considérations sur la politique urbaine de la noblesse.